

Rapport du commissaire aux comptes Sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 Décembre 2021

Assemblée générale ordinaire du 30 Juin 2022

SA HYDRO-EXPLOITATIONS

9, avenue Bugeaud
75 116 PARIS

CERAC SAS

Commissaire aux comptes

Inscrit sur la liste nationale des commissaires aux comptes, rattaché à la Compagnie Régionale d'Aix-Bastia

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 Décembre 2021

A l'assemblée générale de la société Hydro Exploitations,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société HYDRO-EXPLOITATIONS relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

CERAC SAS

Commissaire aux comptes

Inscrit sur la liste nationale des commissaires aux comptes, rattaché à la Compagnie Régionale d'Aix-Bastia

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participations et créances rattachées, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2021 s'établit respectivement à 5 283 K€ et 152 K€, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité, notamment à analyser les documents comptables et juridiques relatifs à ces immobilisations financières.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

CERAC SAS

Commissaire aux comptes

Inscrit sur la liste nationale des commissaires aux comptes, rattaché à la Compagnie Régionale d'Aix-Bastia

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative

CERAC SAS

Commissaire aux comptes

Inscrit sur la liste nationale des commissaires aux comptes, rattaché à la Compagnie Régionale d'Aix-Bastia

résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bayonne, le 15 Juin 2022

CERAC SAS

Commissaire aux comptes



Emmanuelle Roux

Présidente

Bilan Actif

		31/12/2021			31/12/2020
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (1)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	1 031	1 031		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	26 976	(1)	26 977	26 977
	Constructions	465 153	422 903	42 250	59 343
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	1 755 480	1 070 235	685 245	733 177
	Autres immobilisations corporelles	41 621	40 590	1 031	2 648
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	5 282 974		5 282 974	5 282 974
Créances rattachées à des participations	151 755		151 755	151 770	
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
TOTAL (II)		7 724 990	1 534 758	6 190 233	6 256 890
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	4 000		4 000	
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	150 850		150 850	96 850
	Autres créances	872 462		872 462	428 821
Capital souscrit appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES	1 058 151		1 058 151	1 699 722	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	123		123	736
	TOTAL (III)	2 085 586		2 085 586	2 226 129
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)					
Ecarts de conversion actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I à VI)		9 810 576	1 534 758	8 275 818	8 483 019

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

151 770

Bilan Passif

		31/12/2021	31/12/2020
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	1 968 000	1 968 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	1 908 491	1 908 491
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	196 800	193 100
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	1 051 802	1 030 493
	Report à nouveau	421 605	421 605
	Résultat de l'exercice	903 722	25 009
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées	163 034	164 222	
	Total des capitaux propres	6 613 454	5 710 921
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées	588 054	640 905
	Total des autres fonds propres	588 054	640 905
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	70 485	75 556
	Total des provisions	70 485	75 556
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	407 214	502 111
	Emprunts et dettes financières divers (3)		994 659
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	584 239	475 588
	Dettes fiscales et sociales	12 372	83 279
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	1 003 825	2 055 637
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	8 275 818	8 483 019
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	903 721,55	25 008,92
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	637 819	2 055 637
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	8 040	70 318
(3)	Dont emprunts participatifs		

Compte de Résultat 1/2

				31/12/2021	31/12/2020
		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)	657 335		657 335	749 850
	Production vendue (Services et Travaux)	9 064		9 064	9 064
	Montant net du chiffre d'affaires	666 399		666 399	758 914
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			13 627	6 310
	Autres produits			52 959	96 356
	Total des produits d'exploitation (1)			732 985	861 580
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			320 272	375 415
	Impôts, taxes et versements assimilés			14 700	30 517
	Salaires et traitements			46 031	54 800
	Charges sociales du personnel			17 209	17 492
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			80 445	121 982
- charges d'exploitation à répartir					
Dotations aux dépréciations :					
- sur immobilisations					
- sur actif circulant					
Dotations aux provisions			4 905	361	
Autres charges			249 971	262 475	
	Total des charges d'exploitation (2)			733 534	863 042
	RESULTAT D'EXPLOITATION			(548)	(1 462)

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2021	31/12/2020
RESULTAT D'EXPLOITATION		(548)	(1 462)
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	904 975	14 710
	Total des produits financiers	904 975	14 710
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	11 028	26 158
	Total des charges financières	11 028	26 158
RESULTAT FINANCIER		893 947	(11 448)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		893 398	(12 910)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	71 768	12 852 866 980 72 380
	Total des produits exceptionnels	71 768	952 212
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	65 580	852 480 71 153
	Total des charges exceptionnelles	65 580	923 633
RESULTAT EXCEPTIONNEL		6 188	28 579
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES		(4 135)	(9 340)
TOTAL DES PRODUITS		1 709 728	1 828 502
TOTAL DES CHARGES		806 007	1 803 493
RESULTAT DE L'EXERCICE		903 722	25 009

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) dont produits concernant les entreprises liées
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 8 275 818 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 1 709 728 euros et un total charges de 806 007 euros, dégageant ainsi un résultat de 903 722 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2021 et finit le 31/12/2021.
Il a une durée de 12 mois.

Règles et méthodes comptables

Les comptes sociaux de la société sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG) à jour des règlements ultérieurs.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de

Règles et Méthodes Comptables

la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Amortissement

L'amortissement est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Immobilisations financières

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Intégration fiscale

La société est fiscalement intégrée. Elle est la société mère du Groupe d'intégration fiscale constitué par les sociétés suivantes :

- Société d'Electricité de Guyenne et de Gascogne
- Société Hydro Electrique de Saint Aventin
- Cerbere
- Société d'Electricité de Campagne sur Aude.

La société mère est seule redevable de l'impôt. Chaque filiale comptabilise l'impôt comme en absence

Règles et Méthodes Comptables

d'intégration fiscale.

Au titre de l'exercice, il n'y a pas d'impôt dû par le Groupe.

Indemnités de fin de carrière

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Ils ont été provisionnés au titre de l'exercice.

La valeur retenue pour les principales hypothèses actuarielles et leur base de détermination est la suivante à la date de clôture :

- Taux d'actualisation : 0,98%
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1%
- Turn over : Faible
- Taux de charges sociales patronales : 35%

La table de mortalité utilisée est la table réglementaire INSEE 2018.

Immobilisations

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2021
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement						
Autres	1 031					1 031
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 031					1 031
CORPORELLES						
Terrains	26 976					26 976
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement	237 055 228 098					237 055 228 098
Instal technique, matériel outillage industriels	1 741 677		13 803			1 755 480
Instal., agencement, aménagement divers	28 265					28 265
Matériel de transport	6 843					6 843
Matériel de bureau, mobilier	2 026					2 026
Emballages récupérables et divers	4 487					4 487
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 275 427		13 803			2 289 231
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations	5 434 744		1 755		1 770	5 434 729
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières						
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5 434 744		1 755		1 770	5 434 729
TOTAL	7 711 202		15 558		1 770	7 724 990

Amortissements

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2021
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 031			1 031
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 031			1 031
CORPORELLES				
Terrains	(1)	1	1	(1)
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement	222 951	2 577	1	225 527
Instal technique, matériel outillage industriels	182 859	14 518		197 376
Autres Instal., agencement, aménagement divers	1 008 500	61 735		1 070 235
Matériel de transport	28 265			28 265
Matériel de bureau, mobilier	5 205	1 369		6 574
Emballages récupérables et divers	2 025			2 025
	3 477	248		3 725
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 453 282	80 448	2	1 533 727
TOTAL	1 454 312	80 448	2	1 534 758

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Dotations			Reprises			
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels				1 186	2		(1 188)
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES				1 186	2		(1 188)
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL				1 186	2		(1 188)
TOTAL GENERAL NON VENTILE						1 188	(1 188)

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2021
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires	164 222		1 188	163 034
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMENTEES		164 222		1 188	163 034
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	4 976	5 132	5 203	4 905
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	70 580	65 580	70 580	65 580
Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		75 556	70 712	75 783	70 485
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations				
	<ul style="list-style-type: none"> incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières 				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
Autres					
PROVISIONS POUR DEPRECIATION					
TOTAL GENERAL		239 778	70 712	76 971	233 519
Dont dotations et reprises	<ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles 		4 905	4 976	
			65 580	71 768	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Charges à payer

31/12/2021

Total des Charges à payer		267 906
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		8 411
Intérêts Courus s/Emprunts	371	
Intérêts courus à payer	8 040	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		250 903
Fourn. Fact. Non Parvenues	250 903	
Dettes fiscales et sociales		8 592
Dettes prov pour congés	5 723	
Charges sociales sur congés	2 197	
Etat : Charges à payer	671	

Produits à recevoir

31/12/2021

Total des Produits à recevoir		30 412
Créances rattachées à des participations		1 755
Intérêts courus	1 755	
Autres créances		28 657
Etat : Pdts à recevoir	28 657	

Créances et Dettes

		31/12/2021	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations Prêts (1) (2) Autres immobilisations financières	151 755		151 755
	Clients douteux ou litigieux Autres créances clients	150 850	150 850	
	Créances représentatives des titres prêtés Personnel et comptes rattachés Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	81 769	81 769	
	Taxes sur la valeur ajoutée	76 970	76 970	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	28 657	28 657	
	Groupe et associés (2)	685 066	685 066	
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avances	123	123	
	TOTAL DES CREANCES	1 175 189	1 023 434	151 755
	(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
	(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2021	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1) Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	8 040	8 040		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	399 174	33 168	136 729	229 277
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	584 239	584 239		
	Personnel et comptes rattachés	6 296	6 296		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 254	5 254		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	151	151		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	671	671		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Groupe et associés (2)				
	Autres dettes				
	Dettes représentatives de titres empruntés Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	1 003 825	637 819	136 729	229 277
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	32 260				
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Capital social

	31/12/2021	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice	123 000,00	16,0000	1 968 000,00
	Emises pendant l'exercice		0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice		0,0000	
	Du capital social fin d'exercice	123 000,00	16,0000	1 968 000,00

Crédit-Bail

		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	31/12/2021
VALEUR D'ORIGINE				34 608		34 608
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs			12 169		12 169
	Dotation exercice			11 536		11 536
	TOTAL			23 705		23 705
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs			19 277		19 277
	Redevances Exercice			6 895		6 895
	TOTAL			26 172		26 172
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus			1 149		1 149
	entre 1 et 5 ans					
	à plus de 5 ans					
	TOTAL			1 149		1 149
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus			3 461		3 461
	entre 1 et 5 ans					
	à plus de 5 ans					
	TOTAL			3 461		3 461
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE						

Engagements financiers

31/12/2021

Engagements
financiers donnésEngagements
financiers reçus

Effets escomptés non échus		
Avais, cautions et garanties		
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés		
Engagements en pensions, retraite et assimilés	4 905	
	4 905	
Autres engagements		
Total des engagements financiers (1)	4 905	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées		

Dettes garanties par des Sûretés Réelles

Nat. Dette	Nature de la Garantie	Org. Bénéficiaire	Montant début	31/12/2021
Emprunts	Nantissement	CA	600 000	398 803
		TOTAL	600 000	398 803

Filiales et participations

	31/12/2021	Capitaux propres	Quote-part détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
A. Renseignements détaillés				
1. Filiales (Plus de 50 %)				
SAS CERBERE		(52 741)	100,00	(237 916)
SAS SOCIETE HYDRO-ELECTRIQUE DE SAINT AVENTIN		344 345	100,00	11 468
SAS SOCIETE D'ELECTRICITE DE GUYENNE ET DE GASCOGNE		583 776	100,00	(135 303)
SAS SOCIETE D'ELECTRICITE DE CAMPAGNE SUR AUDE		395 898	100,00	(29 058)
2. Participations (10 à 50 %)				
B. Renseignements globaux				
1. Filiales non reprises en A.				
a) françaises				
b) étrangères				
2. Participations non reprises en A.				
a) françaises				
b) étrangères				